



Si Guaido peut s'auto-élire président, pourquoi Le Pen ne le pourrait-elle pas ?

Par [Michael Howard](#)

Mondialisation.ca, 29 janvier 2019

[ahtribune.com](#)

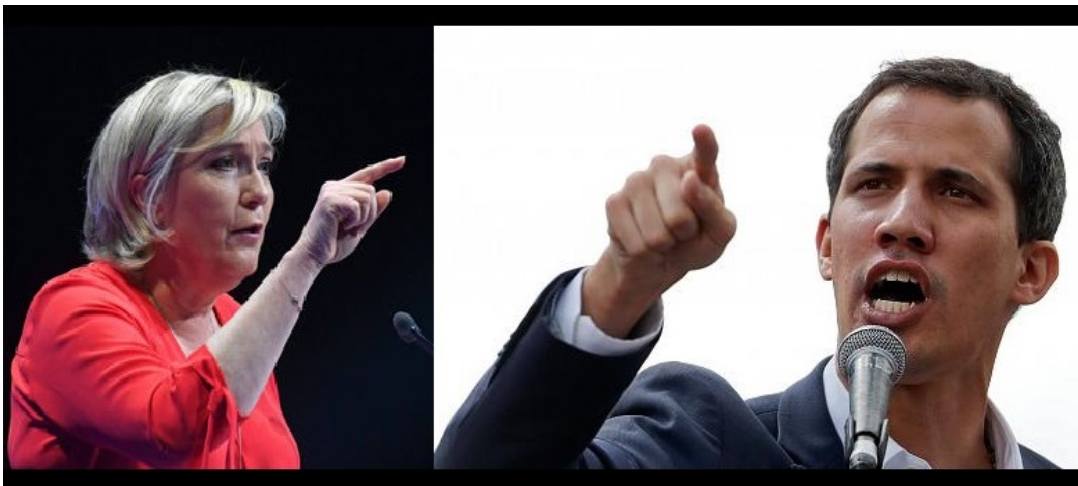
Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Dans le cadre d'une frappe pour la « démocratie », les États-Unis et leurs lèche-bottes aux quatre coins du monde ont officiellement reconnu Juan Guaido, dont personne n'avait jamais entendu parler avant qu'il n'annonce s'être auto-proclamé comme nouveau président du Venezuela. « Aujourd'hui, a déclaré Mike Pompeo au Conseil de sécurité de l'ONU, il est temps que tous les autres pays choisissent leur camp. Fini les tergiversations, on ne joue plus. Soit vous êtes aux côtés des forces de la liberté, soit vous êtes de mèche avec Maduro et son bazar. »

« Nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité à soutenir la transition démocratique du Venezuela et le rôle du Président par intérim Guaido dans cette transition »



(Marine Le Pen (à gauche), Juan Guaido (à droite). Images reproduites avec l'aimable autorisation de Daily Express / Euronews)

Par « transition démocratique », Pompeo veut dire « coup d'État orchestré par les États-Unis ». C'est une vieille histoire dont les origines remontent au début du XIXe siècle, lorsque le président américain James Monroe, dans [son discours sur l'état de l'Union de 1823](#), a décrit ce qui allait devenir la doctrine Monroe. Sous prétexte de soutenir la souveraineté des États latino-américains et de s'opposer au colonialisme européen, Monroe a en effet défini l'Amérique latine comme un domaine appartenant aux États-Unis – ou » notre arrière-cour

« , comme certains politiciens aiment à le dire. Après avoir noté que les Etats-Unis avaient jusqu'à présent refusé de s'intéresser aux « guerres des puissances européennes dans les affaires où elles étaient les seules concernées », Monroe a déclaré :

« Ce n'est que lorsque nos droits sont bafoués ou sérieusement menacés que nous nous sentons blessés ou que nous nous préparons à nous défendre. Avec ce qui se passe dans cet hémisphère, nous sommes, par nécessité, immédiatement plus concernés, et par des causes qui doivent être évidentes pour tous les observateurs éclairés et impartiaux... Nous devons donc, pour maintenir la sincérité dans les relations amicales existant entre les Etats-Unis et ces pouvoirs, déclarer que nous considérerons comme dangereux pour notre paix et notre sécurité toute tentative de leur part d'étendre leur système dans quelque partie que ce soit de cet hémisphère ».

En d'autres termes, les États-Unis se réservaient le droit [de se mêler des affaires des pays d'Amérique latine](#) tant qu'ils sentaient que leurs intérêts étaient en jeu. L'essence de la doctrine réside dans son imprécision : elle pourrait être, et est, invoquée pour justifier à peu près n'importe quoi. Par coïncidence, c'est en 1823 que débute la carrière politique de James K. Polk à la Chambre des représentants du Tennessee. À la fin de sa présidence (1849), les États-Unis avaient arraché le Texas et la Californie au Mexique, ce pays terrible et menaçant contre lequel le mur de Trump va nous protéger.

Hawaï est venu ensuite. Puis, comme l'a [écrit Gore Vidal en 1986](#), « d'une manière ou d'une autre il fallait libérer la colonie Cuba de la tyrannie espagnole ». Voici comment :

« Un navire de guerre américain, le Maine, a explosé dans le port de La Havane. Nous en avons tenu l'Espagne responsable ; nous avons donc obtenu ce que John Hay appelait « une magnifique petite guerre ». Nous allions libérer Cuba, chasser l'Espagne des Caraïbes. Quant au Pacifique, avant même le naufrage du Maine, Roosevelt avait ordonné au commodore Dewey et à sa flotte de se rendre aux Philippines espagnoles, au cas où. L'Espagne s'est rapidement effondrée et nous avons hérité de ses colonies du Pacifique et des Caraïbes ».

L'empire est né. Nous aurons ensuite occupé et colonisé les Philippines pendant plus de quarante ans, pour finalement leur accorder leur indépendance en 1946. C'est à ce moment que le vrai plaisir a commencé. Les États-Unis ont émergé de la Seconde Guerre Mondiale en tant que superpuissance économique, militaire et idéologique sans égale. Il fallait que cela continue ainsi. La doctrine de Monroe a été étendue au monde entier. Nous nous réservons maintenant le droit d'intervenir quand et où nos intérêts (c'est-à-dire la domination mondiale) sont perçus comme menacés. Cela comprenait le Moyen-Orient et l'Indochine, mais toujours principalement l'Amérique latine.

En 1954, nous avons renversé le président élu du Guatemala et l'avons remplacé par un dictateur militaire. En 1961, nous avons envahi Cuba, avons échoué et avons ensuite conçu de nombreux complots pour déstabiliser, renverser ou tout simplement assassiner Fidel Castro, qui a vécu miraculeusement jusqu'en 2016. En 1960, nous avons commencé à subvertir l'Équateur ; Trois ans et deux coups d'état plus tard, une junte militaire suffisamment anticommuniste accéda au pouvoir. En 1962, la CIA organisa un coup d'Etat contre le président de gauche de la République dominicaine. Lorsque le régime du coup d'Etat qui en a résulté a été contesté par un soulèvement populaire, les États-Unis ont

envahi l'île, pas pour la première fois.

« L'autre (ou le premier) 11 septembre » a eu lieu au Chili en 1973, lorsque le dirigeant socialiste de ce pays a été destitué par un coup d'État parrainé par les États-Unis, « se suicidant » dans le palais présidentiel. Le chef de l'armée, [Augusto Pinochet](#), a saisi le trône et terrorisé la population pendant dix-sept ans. Le Chili n'a pas été le premier rodéo de Nixon : deux ans plus tôt, il avait dirigé un coup d'État militaire en Bolivie, au cours duquel un dictateur de droite remplaçait le président de gauche élu.

Citant explicitement la doctrine Monroe, Ronald Reagan a combattu par procuration contre le gouvernement [sandiniste du Nicaragua](#), apportant un soutien matériel et idéologique à la coalition « Contras », une coalition de groupes terroristes de droite. En 1984, le Congrès a adopté un projet de loi interdisant aux États-Unis d'aider les opposants à quelque titre que ce soit. Reagan prit de l'avance. Son administration a commencé à financer les Contras en secret, menant au scandale Iran-Contra. Reagan n'a pas non plus été découragé par la [décision de la Cour internationale de Justice](#) de 1986 selon laquelle les États-Unis avaient « violé leurs obligations en vertu du droit international coutumier de ne pas utiliser la force contre un autre État, de ne pas intervenir dans ses affaires, de ne pas violer sa souveraineté et de ne pas » interrompre le commerce maritime pacifique « .

Reagan a également formé, financé et armé des forces de sécurité, notamment des escadrons de la mort, à El Salvador en vue de réprimer l'insurrection de gauche.

Il est évident que [Russia-gate](#) est un acte massif de projection psychologique.

Retour au Venezuela. Hugo Chavez a été élu président en 1998 sur une plate-forme de réforme démocratique et économique. Ses engagements à éradiquer la corruption, à redistribuer les richesses et à utiliser les ressources naturelles du Venezuela au profit du peuple vénézuélien, par opposition aux multinationales, l'ont rendu extrêmement populaire auprès des classes populaires et méprisé par tous les autres, notamment les scélérats de Washington. Les documents officiels prouvent que le gouvernement américain [était au courant](#), au moins une semaine à l'avance, du complot d'avril 2002 visant à renverser Chavez. On ignore si la CIA a participé ou non à l'opération avortée (bien que ce soit extrêmement probable compte tenu de l'historique cité plus haut). Dans les deux cas, l'administration Bush a tacitement soutenu le coup d'État, affirmant que « les actes non démocratiques commis ou encouragés par l'administration Chavez » en étaient responsables.

Dix-sept ans plus tard, le gouvernement américain est un peu plus audacieux, exprimant explicitement son soutien à un coup d'État qui n'a même pas encore eu lieu. Juan Guaido se dit président, ce serait comme si Marine Le Pen se déclarait présidente de la France dans le chaos [des manifestations des Gilets Jaunes](#). Les médias américains, naturellement excités par la perspective d'un coup d'État de droite dans un pays d'Amérique latine, soulignent que le taux d'approbation de Nicolas Maduro oscille autour de 25 %. [Comme celui d'Emmanuel Macron](#). Washington soutiendrait-il un coup d'État à Paris ? Ou accuserait-il plutôt les Russes ?

La [guerre américaine au Venezuela](#) dure depuis deux décennies. La seule surprise est qu'il a fallu autant de temps pour arriver à une tête. Souvenez-vous, Barack Obama a qualifié le Venezuela de « menace contre la sécurité nationale » avant d'imposer des sanctions unilatérales en 2015, ce qui nous indique que la « sécurité nationale » a été officiellement

redéfinie pour signifier « les bénéfiques des entreprises » ; aussi que la doctrine de Monroe est bien vivante. La semaine dernière, lorsqu'on lui a demandé comment Trump pouvait dénoncer l'autoritarisme de Maduro tout en admirant ouvertement d'autres « hommes forts », la seule et unique non-réponse de John Bolton a été : « Le fait est que le Venezuela est dans notre hémisphère. Je pense que nous avons une responsabilité particulière à cet égard, et je pense que le président en est fortement convaincu » .

Si fortement, en fait, qu'il aurait rendu Lindsey Graham nerveux. Graham, l'un des plus grands jingos du Business, a déclaré à *Axios* que « Trump est vraiment un belliciste » au sujet du Venezuela, ajoutant que Trump avait lancé l'idée d'utiliser la force militaire dans une conversation privée. Dérangeant, mais pas nouveau. Trump a répété à plusieurs reprises que « toutes les options sont sur la table » concernant le Venezuela, et le *New York Times* a [rapporté en](#) septembre dernier que les voyous de Trump avaient rencontré des officiers mutins vénézuéliens pour discuter d'un potentiel coup d'état militaire contre Maduro.

Pendant ce temps, à Caracas, le « président » Juan Guaidó envisage de faire une demande de prêt auprès du Fonds monétaire international pour l'aider à mettre en place sa nouvelle administration (sans condition). Il [prend également des mesures](#) pour prendre le contrôle et privatiser l'industrie pétrolière vénézuélienne, une ligne de conduite très démocratique qui n'est pas du tout motivée par le désir de gagner la faveur de ses nouveaux amis à Washington. En fin de compte, nous voulons simplement la paix, la justice et la démocratie pour le peuple vénézuélien : le fait que son pays possède les plus grandes réserves de pétrole de la planète est une pure coïncidence. Nous le jurons !

Michael Howard

Article original en anglais : [If Guaidó Can Elect Himself President, Why Can't Le Pen?](#), Tribune, le 28 janvier 2019

Traduction [Avic](#) - [Réseau International](#)

Lire également :



[Coup d'Etat en cours au Venezuela](#)

Par [Romain Migus](#), 25 janvier 2019

La source originale de cet article est [ahtribune.com](#)
Copyright © [Michael Howard](#), [ahtribune.com](#), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca